



## **Les grands titres:**

- Syrie : les organisations humanitaires prêtes à intervenir à Alep dès la cessation des combats, selon l'ONU
- Ban Ki-moon en visite au Brésil pour la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été
- Soudan du Sud : le chef des droits de l'homme de l'ONU dénonce les exactions commises par l'armée
- Le HCR se félicite de l'engagement historique pris par les États d'aider les réfugiés
- Le HCR salue l'engagement de neuf pays américains à renforcer la protection des réfugiés fuyant l'Amérique centrale
- A la frontière Syrie-Jordanie, des agences onusiennes livrent avec succès de l'aide humanitaire
- Venezuela : des experts préoccupés par la détérioration de la liberté des médias
- Légère baisse des prix des produits alimentaires en juillet, selon la FAO
- Malawi : le PAM lève des fonds pour des repas scolaires grâce à une application sur smartphones

## **Syrie : les organisations humanitaires prêtes à intervenir à Alep dès la cessation des combats, selon l'ONU**



Un enfant dans les ruines de son école dans le village d'Ainjara, près d'Alep, en Syrie. Photo UNICEF/Khalil Alshawi

**4 août** - L'Envoyé spécial adjoint des Nations Unies pour la Syrie, Ramzy Ezzeldin Ramzy, a indiqué jeudi que les Nations Unies étaient actuellement en discussions intensives avec la Russie et le Gouvernement de la Syrie pour faire en sorte que la population civile à Alep soit protégée et que les normes du droit international humanitaire soient respectées lors de toute opération d'assistance humanitaire.

« La situation humanitaire doit s'améliorer. Très peu a été accompli au cours du mois de juillet, principalement en raison de l'intensification des activités militaires. Voilà pourquoi nous attachons une grande importance aux discussions entre la Russie et les Etats-Unis, les co-présidents du Groupe sur cette question », a déclaré M. Ramzy lors d'un point de presse

suite à une réunion à Genève du groupe de travail humanitaire du Groupe international de soutien à la Syrie.

Lors de cette même rencontre avec les journalistes, le Conseiller spécial de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Jan Egeland, a ajouté que « des pauses humanitaires et une fin temporaire des combats font aujourd'hui, plus que jamais cruellement défaut à la ville d'Alep ».

« Nous sommes prêts, capables et déterminés à y aller, s'il y a des pauses dans les combats. Nous avons été très clairs auprès des parties, y compris envers la Russie après sa proposition de couloirs humanitaires, sur ce qui est nécessaire pour que nous soyons en mesure d'y aller, et il y a actuellement une intense activité diplomatique afin de permettre une telle opération », a précisé M. Egeland. « Nous sommes prêts à y aller dès que nous aurons une trêve humanitaire ».

La situation humanitaire reste problématique pour une grande partie de la population syrienne. « Nous avons espéré atteindre 1,2 million de personnes dans les zones assiégées et difficiles d'accès touchées par les affrontements en juillet.



Nous avons signalé au groupe de travail humanitaire que nous avons seulement atteint 40% des personnes concernées, et il est vraiment navrant pour les travailleurs humanitaires qui sont prêts avec du ravitaillement, des camions et du personnel disposés à risquer beaucoup, que nous ayons été empêchés d'atteindre les 60% restants en raison de la poursuite des combats », a déclaré le Conseiller spécial.

M. Ramzy a par ailleurs réitéré l'engagement des Nations Unies à tenir les pourparlers intra-syriens à la fin du mois d'août. « Pour que ces pourparlers soient fructueux, la cessation des hostilités doit être respectée et renforcée », a ajouté l'Envoyé spécial adjoint.

## Ban Ki-moon en visite au Brésil pour la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été



Le Secrétaire général Ban Ki Moon (centre) rencontre l'équipe olympique de réfugiés au village olympique au Brésil.  
Photo: OSSG

**4 août** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, est arrivé jeudi à Rio de Janeiro, au Brésil, où il participera au relais de la flamme olympique et assistera à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été.

M. Ban s'est rendu jeudi après-midi au village olympique, où il a rencontré l'équipe olympique de réfugiés.

« Vous êtes une source d'inspiration pour nous tous », a dit M. Ban à ces athlètes. « Il y a 65 millions de gens comme vous. C'est le plus grand nombre de réfugiés et de déplacés ayant fui leurs maisons depuis la fin de la Seconde guerre mondiale ».

« Vous pouvez montrer votre force, votre capacité à courir plus vite », a ajouté le Secrétaire général. « Je suis sûr que vous serez très applaudis par les gens du monde entier. Au moins 3 milliards de personnes vous regarderont demain ».

Le Secrétaire général devait également rencontrer jeudi le Président du Comité international olympique, Thomas Bach, a précisé son porte-parole adjoint, Farhan Haq, lors d'un point de presse à New York.

Vendredi, Ban Ki-moon participera au relais de la flamme olympique à Copacabana et à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques au stade Maracana.

La semaine dernière, le Secrétaire général avait publié un message dans lequel il appelait à observer la traditionnelle trêve olympique.

« J'appelle le monde entier à observer la trêve olympique en cessant toutes hostilités durant les Jeux olympiques et paralympiques », a déclaré M. Ban dans un message. « Même si un objectif aussi ambitieux peut sembler impossible à atteindre, nous devons, pour respecter l'esprit olympique, relever ce défi ».

Le Secrétaire général avait noté que, cette année, les Jeux sont déjà inscrits dans l'histoire puisque c'est la première fois qu'ils se déroulent en Amérique du Sud.

Il a également noté que le Comité international olympique avait pris une mesure sans précédent en offrant à une équipe de réfugiés la possibilité d'y participer et en donnant ainsi à des athlètes talentueux qui ont été contraints de fuir leur pays la chance de prendre part à la course aux médailles.

## Soudan du Sud : le chef des droits de l'homme de l'ONU dénonce les exactions commises par l'armée



Des déplacés qui ont trouvé refuge auprès de la MINUSS emportent leurs biens après cinq jours de combats à Juba, début juillet. Photo UNMISS/Eric Kanalstein

**4 août** - Des enquêtes préliminaires de l'ONU sur les récents combats au Soudan du Sud révèlent que les forces de sécurité gouvernementales ont perpétré meurtres, viols, destructions et pillages de propriétés, a déclaré jeudi le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, qui a appelé le Conseil de sécurité à prendre des mesures plus fermes.

« Les tensions restent très élevées, et les violations continuent à Juba et dans d'autres parties du pays », a indiqué M. Zeid qui a transmis mardi au Conseil de sécurité un rapport sur les conclusions préliminaires d'enquêtes de l'ONU sur les cinq jours de combats qui ont commencé à Juba le 7 juillet entre l'Armée populaire de libération du Soudan du Sud (APLS) loyale au Président Salva Kiir et l'Armée populaire de libération du Soudan - En opposition (APLS/EO) soutenant le Premier vice-président Riek Machar.

Le Haut-Commissaire a déclaré que les informations recueillies par les fonctionnaires des Nations Unies en charge des droits de l'homme suggèrent que des centaines de combattants et de civils ont été tués au cours des premiers combats. Alors que certains civils ont été tués dans des tirs croisés entre les forces combattantes, d'autres auraient été sommairement exécutés par les soldats du gouvernement (APLS) qui semblent avoir précisément ciblé des personnes de l'ethnie Nuer. L'ONU a recensé 73 civils décédés mais le nombre de victimes civiles pourrait être beaucoup plus élevé.

### *Recrutement forcé d'enfants*

Durant les cinq jours d'affrontements, des milliers de personnes ont été déplacées de force et plusieurs civils ont été empêchés par les soldats de l'APLS de rejoindre les sites de l'ONU. Des rapports font également état de recrutement forcé, y compris d'enfants, par l'APLS. Le chef des droits de l'homme de l'ONU a également fait remarquer que le gouvernement a sévèrement restreint la liberté d'expression et bâillonné la presse.

M. Zeid a tenu à préciser que le rapport présenté au Conseil de sécurité n'est « qu'un instantané » de la situation au Soudan du Sud qui reste très tendue et volatile. L'ONU s'est vu refuser l'accès à certaines des zones les plus touchées dans les jours qui ont suivi les affrontements. Par ailleurs, un certain nombre de restrictions à la circulation restent en place et ne permettent qu'un accès limité aux victimes et aux témoins du conflit.

Les violences sexuelles continuent au Soudan du Sud. « Nous avons recensé au moins 217 cas de violence sexuelle à Juba entre le 8 et 25 juillet », a déclaré M. Zeid. « Dans quelques régions, des femmes de divers groupes ethniques ont été violées par des jeunes lourdement armés qui seraient affiliés à l'APLS/EO. Cependant, d'après les informations que nous avons recueillies jusqu'à présent, les personnes les plus touchées sont des femmes et filles Nuer déplacées et les responsables semblent avoir été la plupart du temps de l'APLS ».

Le Haut-Commissaire a exhorté le gouvernement d'unité nationale de transition à rétablir le dialogue et à prendre des mesures pour assurer la justice et la responsabilité, et a appelé la communauté internationale à réellement faire pression sur le gouvernement, pour mettre fin aux violences et respecter la vie de tous les Sud-Soudanais.

« La gravité des violences récentes et leur très dangereuse connotation ethnique appellent à une action urgente du Conseil de sécurité », a déclaré M. Zeid.

## Le HCR se félicite de l'engagement historique pris par les États d'aider les réfugiés



Ghulam Ali Jaffari, sa femme Nabila, et leur fils de 2 ans Amir parlent avec une employée du HCR en attendant de récupérer leur document d'identité du Service grec d'asile. Photo HCR/Achilleas Zavallis

**4 août** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est félicité jeudi de l'adoption cette semaine, après cinq mois de négociations, d'un projet de déclaration politique par l'Assemblée générale des Nations Unies comportant deux annexes qui ouvriront la voie à des pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrants.

La déclaration de New York sur la question des réfugiés et des migrants et les documents connexes seront adoptés par les chefs d'État, de gouvernement et d'autres hauts représentants participant au Sommet des Nations Unies sur les réfugiés et les migrants, le 19 septembre prochain. Le HCR s'est dit prêt à apporter son appui aux engagements historiques de haut niveau figurant dans l'accord.

« Le processus de négociation n'a pas été facile, clairement, mais nous félicitons les États membres pour leur travail acharné visant à parvenir à un consensus sur une question aussi complexe et urgente », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi. « Le message des négociations est clair : aucun gouvernement ne peut traiter, seul, les mouvements à grande échelle de réfugiés. La coopération internationale est la seule voie à suivre ».

Cette déclaration politique comprend une réaffirmation des principes fondamentaux du droit international des réfugiés et du partage des responsabilités pour venir en aide aux réfugiés. Elle constitue une base solide sur laquelle développer de façon plus coordonnée - et plus équitable - les réponses globales aux futurs mouvements de réfugiés à grande échelle, ainsi qu'aux situations de réfugiés prolongées existantes.

Les pactes mondiaux – qui seront adoptés en 2018 - affirmeront l'engagement pour un partage des responsabilités plus important sur la base d'un cadre global d'aide aux réfugiés, dans le cas des réfugiés. Ils fixeront par ailleurs une série de principes, d'engagements et d'ententes entre les États membres en ce qui concerne la migration internationale dans toutes ses dimensions, dans le cas des migrants.

## Le HCR salue l'engagement de neuf pays américains à renforcer la protection des réfugiés fuyant l'Amérique centrale



Des habitants du Guatemala, du Honduras et du El Salvador fuient la violence dans leur pays. Ci-dessus, un refuge pour demandeurs d'asile au sud du Mexique. Photo HCR/Sebastian Rich

**4 août** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a salué jeudi une déclaration publiée par neuf pays d'Amérique du Nord et d'Amérique centrale promettant de travailler ensemble pour renforcer la protection des réfugiés fuyant l'Amérique centrale.

« Il est essentiel et extrêmement gratifiant de voir les pays des Amériques travailler ensemble dans le cadre d'une approche régionale pour concevoir des solutions humaines et collaborative pour les personnes qui ont désespérément besoin d'assistance », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, dans un communiqué de presse. « C'est la voie à prendre pour aider les plus vulnérables à retrouver une vie digne ».

Dans une déclaration conjointe, les gouvernements du Belize, du Canada, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Panama et des États-Unis ont reconnu la nécessité de renforcer la protection des demandeurs d'asile, des réfugiés et des personnes déplacées dans la région.

« Nous sommes confrontés à un nombre croissant de demandeurs d'asile et de réfugiés et nous reconnaissons qu'il est nécessaire d'avoir un système d'asile qui identifie et réponde à ceux qui ont besoin d'une protection internationale », ont déclaré les neuf pays dans leur déclaration conjointe.

Selon le HCR, cette déclaration est résultat d'une réunion sans précédent des gouvernements concernés organisée par le HCR et l'Organisation des États américains (OEA) au Costa Rica le mois dernier.

Quatre pays d'Amérique du Sud et d'autres États intéressés ont participé à cette réunion, ainsi que des représentants d'autres agences des Nations Unies et d'institutions internationales, dont la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale (BM), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Des représentants d'institutions nationales des droits de l'homme, d'ONG nationales et régionales, de la société civile et des milieux universitaires étaient aussi présents.

La plupart des demandes d'asile viennent de personnes obligées de fuir la violence causée par des organisations criminelles transnationales au El Salvador, au Honduras et au Guatemala, faisant de ces pays, l'une des zones les plus meurtrières de la planète.

« La Déclaration d'action de San Jose est une manifestation visible et significative de la volonté des pays de la région de travailler ensemble pour améliorer le sort des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de protection, dans un esprit de solidarité et de responsabilité collaborative. Ce sera une contribution importante au 'Sommet des dirigeants de l'ONU' le 19 septembre », a déclaré le Haut-Commissaire adjoint du HCR pour la protection, Volker Türk, qui a co-présidé la réunion avec le Secrétaire de l'OEA.

## A la frontière Syrie-Jordanie, des agences onusiennes livrent avec succès de l'aide humanitaire



Avec une grue, l'assistance arrive à des Syriens bloqués à la frontière avec la Jordanie. Photo PAM

**4 août** - Trois agences humanitaires onusiennes et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont annoncé jeudi avoir livré avec succès une assistance à plus de 75.000 personnes coincées à la frontière entre la Syrie et la Jordanie.

« Aujourd'hui, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont réalisé une opération de secours d'urgence pour fournir de la nourriture et des produits d'hygiène à plus de 75.000 personnes piégées le long d'un remblai de terre à la frontière entre la Syrie et la Jordanie », ont déclaré les chefs de ces agences dans un communiqué de presse conjoint.

« N'étant pas en mesure de franchir la frontière ou de revenir en arrière, la situation de ces femmes, de ces hommes et de ces enfants s'est aggravée de jour en jour. S'abritant dans des tentes de fortune dans des conditions difficiles avec des températures allant jusqu'à 50 degrés Celsius et de soudaines tempêtes de sable, ils n'ont pas assez de nourriture et ont juste assez d'eau pour survivre. Des soins de santé sont également nécessaires de toute urgence. Les femmes enceintes, les enfants, les personnes âgées et les malades sont particulièrement vulnérables », ont-ils ajouté.

Le PAM, le HCR, l'OIM et l'UNICEF ont remercié le gouvernement jordanien pour son soutien à cette opération.

« Nous sommes impatients de poursuivre nos efforts pour atteindre les personnes se trouvant le long de ce remblai de terre avec de l'aide humanitaire », ont-ils ajouté.

La Jordanie a fermé l'accès à cette zone du remblai de terre il y a plus d'un mois après une attaque à un poste frontalier jordanien. Avant cette fermeture, les agences humanitaires fournissaient régulièrement de l'aide depuis la Jordanie aux dizaines de milliers de Syriens coincés dans cette zone.

## Venezuela : des experts préoccupés par la détérioration de la liberté des médias



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression, David Kaye.  
Photo : ONU / Jean-Marc Ferré

**4 août** - Un expert des Nations Unies et un expert de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ont tiré jeudi la sonnette d'alarme sur l'érosion continue de la liberté des médias au Venezuela.

« Nous sommes profondément troublés par les informations récentes faisant état d'attaques contre des journalistes et des groupes de médias indépendants », ont déclaré dans un communiqué conjoint le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, et le Rapporteur spécial de la CIDH sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Edison Lanza.

« Cela est surtout alarmant vu les pénuries de nourriture et de médicaments dans le pays, la crise économique et les tensions sociales et politiques », ont-ils ajouté.

Selon ces deux experts, plusieurs journalistes et professionnels des médias auraient été arrêtés alors qu'ils couvraient des pillages ou informaient le public sur les manifestations.

« Des menaces ou des attaques contre les journalistes et les médias [...] sapent la capacité des Vénézuéliens et d'autres ailleurs à être informés sur les événements d'une importance cruciale », a dit M. Kaye, ajoutant que les autorités devaient protéger les journalistes et ne pas les harceler.

M. Lanza a souligné qu'il était du devoir de l'Etat d'assurer la sécurité des journalistes et de répondre sans délai aux informations faisant état de violence et d'intimidation à leur encontre.

Par ailleurs, les experts ont souligné que les mesures prises par la Cour suprême du Venezuela, y compris la censure de sites d'information en ligne et la fermeture d'une station de radio, augmentent considérablement la pression sur les médias et limitent davantage leur capacité à effectuer leur travail en toute indépendance.

Les deux experts ont envoyé une lettre conjointe au gouvernement vénézuélien exprimant leurs préoccupations et demandant des éclaircissements sur les événements signalés. L'Etat a confirmé la réception de la lettre, et les experts espèrent que sa réponse permettra un dialogue sur ces questions et d'autres sujets liés à l'exercice du droit à la liberté d'expression.

## Légère baisse des prix des produits alimentaires en juillet, selon la FAO



Production de riz au Tadjikistan. Photo : FAO/Vasily Maximov

**4 août** - Les prix internationaux pour les produits alimentaires de base ont connu une légère baisse en juillet, après cinq mois de hausses consécutives, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires (FPI) affichait une moyenne de 161,9 points en juillet 2016, soit 0,8% de moins que son niveau de juin et 1,4% de moins que son niveau de juillet 2015.

La baisse générale de l'Indice s'explique en grande partie par la chute des cotations internationales pour les céréales et les huiles végétales, qui ont plus que compenser l'augmentation des prix des produits laitiers, de la viande et du sucre.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est un indice pondéré par les échanges commerciaux qui permet de suivre l'évolution des prix des cinq principaux groupes de produits alimentaires sur les marchés internationaux.

L'Indice FAO des prix des céréales a chuté de 5,6% en juin, à la suite d'une forte baisse des prix du maïs, un phénomène facilité par des conditions climatiques plutôt favorables dans les principales régions productrices aux Etats-Unis, le plus grand producteur et exportateur de maïs au monde. Les prix du blé ont également enregistré une baisse, cette fois principalement due à l'abondance des réserves mondiales et à des perspectives favorables concernant les disponibilités à l'exportation dans la région de la mer Noire. A l'inverse, alors que les disponibilités en riz diminuent, son prix a augmenté, confirmant ainsi les cotations pour le riz Basmati et le riz à grains longs.

En baisse pour le troisième mois consécutif, l'Indice FAO des prix des huiles végétales a chuté de 2,8% par rapport à son niveau de juin. La baisse est principalement liée au prix de l'huile de palme qui a atteint son plus bas niveau en cinq mois, et qui s'explique notamment par une relance saisonnière de la production en Asie du sud-est et par le faible niveau de la demande mondiale d'importations. Les prix internationaux du soja, de l'huile de tournesol et de colza ont également été revus à la baisse compte-tenu des dernières perspectives d'approvisionnements.

L'Indice FAO des prix des produits laitiers a augmenté de 3,2% par rapport au mois dernier, avec les prix du beurre qui ont enregistré la plus forte hausse du groupe. Ces prix affichent pourtant des niveaux très bas par rapport aux années précédentes.

L'Indice FAO des prix de la viande a augmenté de 1,3% depuis juin. Les cotations pour l'ensemble des produits de viande se maintiennent, favorisées par une pénurie de porcs destinés à l'abattage dans l'Union européenne et par une baisse de la production de viande bovine et ovine en Océanie. La demande internationale de viande reste élevée et est soutenue par une reprise des achats en Chine et par des importations régulières en provenance de plusieurs autres pays d'Asie.

## Malawi : le PAM lève des fonds pour des repas scolaires grâce à une application sur smartphones



Des enfants dans une salle de classe au Malawi. Photo UNICEF/Eldson Chagara

**4 août** - Le Programme alimentaire mondial (PAM) a commencé à lever des fonds grâce à son application sur smartphones 'ShareTheMeal' pour apporter une aide alimentaire à des écoliers au Malawi touchés par les effets de la sécheresse provoquée par le phénomène météorologique El Niño.

« L'objectif est de fournir des repas scolaires durant toute une année à 58.000 écoliers à Zomba, dans le sud du pays sévèrement touché par la sécheresse et qui est confronté, en conséquence, à de hauts niveaux d'insécurité alimentaire », a expliqué le PAM dans un communiqué de presse.

Grâce à ce programme de repas scolaires du PAM, qui soutient le Programme national de protection sociale du gouvernement du Malawi, les enfants âgés de 6 à 13 ans recevront un porridge particulièrement riche.

Il a été démontré qu'un repas chaud servi tous les jours à l'école contribue à stimuler le taux de présence et à améliorer les capacités d'apprentissage d'un enfant. Le quartier de Zomba est caractérisé par de faibles taux de scolarisation, ainsi que par des taux élevés d'abandon scolaire et de hauts pourcentages de redoublants, ce qui risque de s'aggraver durant cette période de crise.

La situation d'insécurité alimentaire au Malawi s'est aggravée suite à la sécheresse provoquée par El Niño cette année, mettant à mal les récoltes sur un vaste territoire. On estime que 18 millions de personnes en Afrique australe nécessiteront une assistance d'urgence, parmi lesquelles le PAM en prévoit d'atteindre au moins 11,9 millions avec une assistance alimentaire d'ici le début de l'année prochaine.

A travers l'application gratuite 'ShareTheMeal', les utilisateurs de smartphones peuvent faire un don d'une somme aussi petite que 0,50 dollar pour nourrir un enfant vulnérable pendant une journée.

« Le Malawi se trouve dans une situation de vulnérabilité extrême, avec des estimations qui montrent que plus d'une personne sur trois risque de faire face à une situation d'insécurité alimentaire au cours des neuf prochains mois, » dit Coco Ushiyama, Directeur pays du PAM au Malawi. « Les personnes ayant suffisamment à manger, dans le monde, peuvent facilement imaginer l'impact considérable que la faim peut avoir sur les enfants se trouvant dans une telle situation. J'encourage tout le monde à utiliser l'application 'ShareTheMeal' et à leur venir en aide dès maintenant ».

Plus d'un tiers des enfants de moins de cinq ans au Malawi souffrent d'un retard de croissance en raison de la malnutrition. Un rapport intitulé « Le coût de la faim en Afrique », mené au Malawi, montre que la sous-nutrition chez les enfants coûte au Malawi plus de 10% du produit intérieur brut annuel du pays.